

LE VIF

L'EXPRESS

FOCUS VIF



► www.levif.be

Steven Spielberg

Nick Rodwell

Spielberg fait main basse sur le business Tintin

Les coulisses d'une négociation dont Rodwell est le grand perdant



QUELLE RECONVERSION POUR LIÈGE ?

- Comment vivre sans la sidérurgie
- Les solutions du futur existent

ÉCOLO
Deleuze-Hoyos
après
Javaux-Turine ?

A la recherche des branches cassées

Les généalogistes successoraux sont mandatés par les notaires. Ils sillonnent le pays à la recherche de l'héritier perdu. Comment réagir si l'un d'entre eux sonne à votre porte ?

C'est un montant record : en 2010, l'Etat fédéral a hérité de 10,5 millions d'euros, le double par rapport à 2009 (1). D'où vient ce « cadeau » inespéré ? De 118 personnes décédées sans testament ni famille connue. « A-t-on fait assez d'efforts pour que ces sommes reviennent à leurs ayants droit et non à l'Etat ? » s'interroge d'emblée Hein De Win, généalogiste successoral chez Coutot-Roehrig, n° 1 de la spécialité en Europe. Sur son bureau, il déplie une forêt d'arbres généalogiques. Autant de recherches successorales clôturées ou en cours. Voilà quelques mois, l'enquêteur mettait la main sur un bataillon de demi-sœurs et demi-frères qui devaient se partager 10 000 euros.

L'oncle d'Amérique, un fantasme ? Pas toujours. L'évolution des mœurs familiales et les flux migratoires multiplient les successions vacantes. Un jour, on sonne à votre porte pour vous annoncer que vous héritez d'un petit trésor. Ne souriez pas. Ça arrive ! Bien sûr, ce genre de cas est assez rare. « La plupart des successions vacantes avoisinent 20 000 euros », explique Hein De Win. Et l'oncle d'Amérique est le plus souvent une cousine de Thorembais-Saint-Trond.

Comment le généalogiste parvient-il jusqu'à vous ? Dans la plupart des cas, il est mandaté par un notaire. « En fait, les notaires ne font pas automatiquement appel à nous. Ils essaient d'abord de se débrouiller seuls. Sauf à détecter une éventuelle



faillie. » La mission du généalogiste : retrouver les héritiers jusqu'au 4^e degré de parenté, comme l'impose la loi belge (taxé à hauteur de 25 à 80 %, selon le montant et les Régions). Ses investigations peuvent nécessiter plusieurs mois. Cas classique : une vieille dame en maison de soins, sans enfants pour lui rendre visite depuis vingt ans. Mais « on trouve un héritier dans 99 % des cas ».

Une profession non réglementée

S'il est mandaté par un notaire, l'enquêteur agit pourtant selon ses propres règles. La profession n'est ni réglementée ni très structurée en Belgique – on compte une dizaine de généalogistes. « Nous interrogeons les archives, les registres d'état civil, mais surtout les registres de population »,

BONNES RELATIONS

Le plus souvent, les généalogistes successoraux sont mandatés par les notaires... avec qui ils se doivent de cultiver de bonnes relations, quitte à accepter des missions peu rentables, pour bénéficier par la suite des affaires les plus rémunératrices.

détaille Hein De Win. Leur accès est toutefois codifié. Pour consulter les archives de moins de cent ans, le généalogiste doit obtenir une autorisation du tribunal de première instance. Il épluche aussi le Web dans tous les sens et, au besoin, cuisine les voisins... Son métier se révèle pourtant moins romanesque en Belgique qu'en France : là-bas, ce sont les généalogistes eux-mêmes qui annoncent à Untel qu'il est l'heureux bénéficiaire d'un pactole. Ici, une fois leur travail terminé, ils remettent le dossier au notaire : ce dernier ajoutera, dans les frais, les prestations du généalogiste, qui facture au forfait (de 1 500 euros à 5 000 euros, en fonction notamment du degré de parenté).

Même chez nous, les situations peuvent s'avérer plus exaltantes et... juteuses. Ainsi chez Coutot-Roehrig, on amorce, en majorité, des recherches à la demande du voisin français pour retrouver des ayants droit habitant en Belgique. Dans ce cas, le généalogiste se présente et vous propose de signer « un contrat de révélation de succession » : lequel ne précise ni l'identité du défunt ni le montant du butin, mais par lequel vous acceptez de lui en rétrocéder une partie. Là ses honoraires sont libres : jusqu'à 40 % de la part qui revient à l'héritier. Mais vous pouvez toujours tenter de négocier. ● **SORAYA GHALI**

(1) Sur ces 10 millions d'euros, l'Etat a dû payer plus de 6 millions d'euros de droits de succession. Ce sont les Régions qui en sont les bénéficiaires, puisque les droits de succession sont régionalisés.